

« Réduisez la consommation d'énergie, pas l'emploi », disent ONG environnementales et syndicats réunis (24.05.12)

Le Bureau européen de l'environnement (BEE), la plus importante fédération européenne d'ONG environnementales, et la Confédération européenne des syndicats (CES) s'associent pour demander aux dirigeants européens réunis à Bruxelles aujourd'hui d'abandonner l'austérité en faveur d'investissements intelligents pour stimuler la relance et la création d'emplois en Europe au travers d'un verdissement de l'économie. Les dirigeants européens se rencontreront ce soir lors d'un dîner informel du Conseil européen afin de débattre de la manière de sortir l'Europe de la crise économique actuelle.

Les ONG environnementales et les syndicats se félicitent du fait que, dans sa lettre d'invitation aux Chefs d'état, le Président du Conseil, Herman Van Rompuy, qualifie la directive sur l'efficacité énergétique de « dossier majeur » et la présente comme outil pour sortir durablement de la crise.

Judith Kirton-Darling, Secrétaire confédérale de la CES, a déclaré : « Les entreprises européennes dépensent plus en surconsommation d'énergie que pour payer leurs employés. En soi, cette constatation déplorable illustre bien que la relance économique ne doit pas venir d'une réduction de l'emploi et des salaires mais d'une réduction de l'énergie consommée tant par les entreprises que par les ménages ». « Afin de nous sortir de la crise, toute politique économique devra être socialement et écologiquement durable. Cela signifie tout d'abord qu'il faut mettre un frein au coût économique et environnemental croissant de nos importations d'énergie et s'assurer que nous, Européens, investissons pour réduire notre consommation énergétique », ajoute Jeremy Wates, Secrétaire général du BEE. Des mécanismes de financement existent pour constituer le capital initial nécessaire aux investissements portant sur l'efficacité énergétique, telle que la rénovation de bâtiments. Les obligations de services publics et l'utilisation de fonds européens non dépensés paraissent être des moyens particulièrement prometteurs pour assurer ce financement. C'est la volonté politique qui fait actuellement défaut et il faut espérer que les discussions d'aujourd'hui mettront en lumière la nécessité d'adopter une directive ambitieuse en matière d'efficacité énergétique.

Le rapport « Impacts sur l'emploi d'un plan de rénovation énergétique à grande échelle des bâtiments en Pologne » présenté lors d'une conférence qui a eu lieu aujourd'hui sur le thème « Investir dans des infrastructures plus efficaces en énergie – Un vecteur de croissance économique pour la Pologne » a démontré que le lancement dans ce pays de programmes de rénovation ouvrirait de nouvelles et importantes perspectives d'affaires et entraînerait la création de près de 250.000 emplois tout en ayant une incidence budgétaire positive du fait de nouvelles recettes fiscales et d'une réduction des dépenses de l'état en matière de chômage, de prestations sociales, de santé et de coûts de fonctionnement des bâtiments publics.
